

## l'enseignement en question(s)

## De l'éducation financière à l'école ?

Des députés de la majorité PS-CDH ont déposé une proposition de résolution pour systématiser l'apprentissage de la finance et de la consommation responsable à l'école.

Quatre députés de la majorité (Graziana Trotta et Jean-Charles Luperto pour le PS, Marie-Martine Schyns et Mathilde Vandorpe pour le CDH) ont déposé la semaine passée une proposition de résolution au parlement de la Communauté française sur l'éducation financière et la consommation responsable. L'objectif est de développer et de systématiser, en les coulant noir sur blanc dans les référentiels de compétences, le suivi de ces deux matières, sur l'ensemble de la scolarité obligatoire, de la maternelle à la fin du secondaire.

Dans le texte, les députés demandent : 1. Un examen des bonnes pratiques en matière de développement de savoirs, savoir-faire et compétences dans ce domaine dans les autres États membres de l'Union européenne. 2. L'intégration de ces deux matières dans l'enseignement sur la base de cet examen des pratiques et des outils disponibles. 3. L'interdiction de toute intervention d'entreprises qui pourraient développer des activités commerciales dans le cadre scolaire. 4. La mise à disposition du soutien nécessaire aux enseignants. 5. L'inclusion de ces matières dans la formation des profs.

Sous quelle forme ? Les modalités devront être débattues au parlement. Ceci dit, la députée socialiste Graziana Trotta, primo-signataire du texte,

évoque une intégration pluridisciplinaire sous la forme de modules. Ainsi, le professeur de français pourrait faire réfléchir les élèves sur leur rapport à l'argent via *L'avare* de Molière, celui d'histoire pourrait leur demander de comparer les crises financières de 1929 et de 2008, quand l'enseignant de morale bosse sur l'empreinte écologique (1).

Côté associatif, le président de l'Aped (Appel pour une école démocratique), Jean-Pierre Kerckhofs, appuie le contenu de la résolution « à condition que cela soit coulé dans un programme ». Il juge toutefois regrettable que les élèves n'aient pas tous un cours d'économie. « Il est important que les jeunes comprennent les mécanismes économiques internationaux et globaux, le PIB... Cela ne devrait pas être réservé à quelques-uns. »

## Une demande de l'OCDE

Les députés de la majorité s'inscrivent en fait dans la continuité d'une recommandation formulée dès 2006 par l'OCDE (Organisation de coordination et de développement économiques) : « L'éducation financière doit commencer à l'école (...) à un âge aussi précoce que possible. » L'OCDE justifie cette affirmation en expliquant que les jeunes consomment de plus en plus tôt et consommeront

plus longtemps, que les services financiers sont de plus en plus nombreux et complexes et que le contexte économique est incertain et imprévisible. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

(1) Ces exemples sont tirés des modules présentés sur le site de référence Wikifin.be, onglet « Enseignants ».

## AGENDA

## Au gouvernement le 17 juin

Contacté, le cabinet de la ministre de l'Éducation Joëlle Milquet (CDH) explique qu'en septembre 2015, les équipes éducatives auront accès à une plateforme « citoyenneté » dans laquelle sera intégrée la thématique « Éducation à la consommation responsable ». En outre, des modules de formation économiques sont actuellement testés sous forme d'un projet pilote, sous la tutelle de la FSMA (l'Autorité des services et marchés financiers). Le projet pourra être proposé dès septembre aux autres établissements scolaires. Enfin, « des actions relatives à la gestion et à la consommation responsable au profit des équipes éducatives de l'enseignement secondaire ordinaire, tous réseaux confondus, seront présentées au gouvernement le 17 juin ».

A.-C.B.

## la députée « Un enjeu sociétal »

## ENTRETIEN

Graziana Trotta est députée PS à la Communauté française. Elle est la primo-signataire de la proposition.

## Pourquoi de l'éducation financière à l'école ?

Un triple objectif soutient cette initiative : prévenir l'exclusion sociale, le surendettement et la

pauvreté. Cela doit passer par l'intégration de l'éducation financière et de la consommation responsable dans le cursus scolaire. Il est donc question, dans la proposition, d'intégrer cette matière dans des savoirs, des savoir-faire, des compétences, dans les référentiels de compétences, et ce à tous les niveaux d'étude, du fondamental au troisième degré

secondaire. L'école est un lieu privilégié pour toucher le plus grand nombre de jeunes, c'est une manière de lutter contre les discriminations. Dans le cadre familial, on peut apprendre tout cela, mais les adultes disposent eux-mêmes de compétences inégales. Ce que l'enfant apprend à l'école pourra même rejaillir sur le noyau familial !

**Concrètement, ça se présenterait comment ? Un nouveau cours ?**

*Non, l'idée est vraiment d'aborder cette matière dans les différents cours, via des modules. Cela*

*existe déjà d'ailleurs, mais ce n'est pas systématisé. Le but n'est pas de transformer les élèves en experts financiers, mais bien de leur donner des bases pour se débrouiller dans la vie quotidienne. À tous les âges de la vie, nous devons poser des choix financiers. Chacun peut aussi être soumis à des difficultés : on est vite submergé si on ne dispose d'aucune base solide. Selon l'Observatoire du crédit et de l'endettement, il est possible d'améliorer la situation en agissant sur les variables que sont la culture financière et la qualité de la ges-*

*tion budgétaire.*

**Donnez-nous quelques exemples de sujets à étudier. On est en plein dans les déclarations fiscales, le mécanisme des impôts pourrait-il être étudié ?**

*Pourquoi pas ! On peut aller visiter une banque, réfléchir sur l'origine des produits qu'on achète, sur l'origine géographique des fruits et légumes, sur la filière du textile (mon jeans a-t-il été fabriqué par des enfants ?), sur les produits utilisés pour les cosmétiques... Les élèves peuvent apprendre à gérer un petit budget, être sensibilisés sur les conséquences d'un emprunt, sur les pensions... Le professeur peut aussi leur apprendre à décortiquer les stratégies marketing des grosses entreprises... Le tout de*

*manière concrète et en privilégiant la pédagogie active et le jeu.*

**L'école n'en a-t-elle pas déjà beaucoup sur le dos ?**

*Je pense que cette matière doit être intégrée pour contribuer à une amélioration du bien-être pour la société dans son ensemble. On ne propose pas d'ajouter un cours en plus, qui va pomper plein d'heures. Si chacun y met du sien, on peut déjà bien avancer. L'éducation financière et la consommation responsable sont loin d'être de trop. Il ne s'agit pas un simple effet de mode, mais d'un élément de culture générale nécessaire avant l'entrée dans la vie active. Bien sûr, l'école ne peut agir seule. ■*

Propos recueillis par  
A.-C.B.

## le prof « Dubitatif sur la forme »

ENTRETIEN

**G**eorges Hübner est professeur de finances à l'ULG (HEC - Management school) et titulaire de la chaire Deloitte. En avril 2014, il s'est fendu d'une carte blanche (écrite avec deux autres personnes) intitulée « Éducation financière, un pavé de bonnes intentions », suite à l'évocation de l'éducation financière par le milieu politique, sous la ministre de l'époque, Marie-Martine Schyns (CDH).

**Le politique semble s'orienter vers une formule en modules. Est-ce la bonne solution ?**

*Je suis dubitatif. Il suffit de voir à quel point le personnel politique est inculte sur les questions financières. Alors, dans le reste de la population ? Je ne pense pas que le corps professoral dans l'enseignement obligatoire ait l'objectivité et les connaissances nécessaires pour donner ce cours. Je n'ai personnellement pas envie que mes enfants soient formés à la finance par des gens qui n'y connaissent rien. C'est le risque si on choisit cette formule modulaire. Je ne vois en revanche pas d'objection en ce qui concerne la consommation responsable.*

**Dans votre carte blanche, vous prônez un cours d'économie pour tous les élèves, au même**

**titre que la biologie par exemple.**

*Tout à fait ! Ce cours ne devrait pas forcément avoir lieu toutes les années. Je le verrais plutôt en fin de cursus secondaire, au moment où les ados deviennent de jeunes adultes. Ce cours ne devrait pas être une option. Quand je vois le niveau de connaissances des étudiants qui arrivent dans le supérieur, cela fait parfois frémir.*

**Est-ce vraiment à l'école de remplir ce rôle ?**

*Oui ! L'individu doit être confronté le plus tôt possible à une prise de conscience sur la manière de gérer ses dépenses et ses recettes, sur les risques qui découlent d'un investissement. Ce serait sain et opportun que l'école s'empare de cette matière. Il y a trop d'adultes qui se désinté-*

*ressent de la question car ils sont eux-mêmes ignorants ! Beaucoup de parents ne sont pas éduqués à ces enjeux, donc l'enfant ne trouve pas forcément de réponse au sein de la cellule familiale.*

**C'est un enjeu sociétal ?**

*Une société composée d'individus avec une base saine en matière de finances apporterait un surcroît de bien-être. L'investissement en vaut la chandelle ! Ce serait tellement apprécié que nos jeunes aient une bonne compréhension des enjeux liés ne serait-ce qu'à leur propre patrimoine, à leurs actifs et leurs passifs, au coût social que cela peut engendrer pour la collectivité.*

**Concrètement, vous préconisez ?**

*Je pense qu'il faut augmenter l'offre de cours d'économie donnés par des profs d'économie. Et, au sein de ces cohortes d'enseignants, il faut veiller à ce que la formation en finance soit suffisante. La finance est tellement connotée par des gens qui n'y connaissent rien ! J'entends parler de taxe sur la spéculation partout, sait-on seulement que la spéculation apporte énormément d'informations sur le marché économique et a donc un potentiel d'efficacité important ? ■*

Propos recueillis par  
A.-C.B.